

PREFET DE LA MARNE

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement

REIMS, le 12 août 2010

Unité territoriale de la Marne

Nos Réf. : SMr OM/LT n° D r i 2010-869/APC-NRR/MED

Affaire suivie par : Olivier MONTAIGNE

olivier.montaigne@industrie.gouv.fr

Tél : 03.26.77.33.59 – **Fax** : 03.26.97.81.30

Objet : installations classées pour la protection de l'environnement
Société

RAPPORT D'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES
Visite d'inspection approfondie

Date de l'inspection : 6 juillet 2010

Etablissement visité : Société DURAND TPS
48 rue Pasteur
51 370 St Brice-Courcelles

Activité : Transports de citerne

Personne(s) rencontrée(s) / fonction(s) :

M. X, Manager général Transports DURAND

M. X, Responsable qualité sécurité du site

Inspecteur(s) des installations classées :

MONTAIGNE Olivier, Unité Technique 51 de la DREAL Champagne-Ardenne

BOUTINEAU Ludivine, Service Risques et Sécurité de la DREAL Champagne-Ardenne

Pièces jointes :

- annexe 1. lettre d'annonce de la visite d'inspection,
- annexe 2. Fiche de constats de la visite d'inspection et leur lettre d'accompagnement,
- annexe 3. Courrier de réponse de l'exploitant,
- annexe 4. Projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure
- annexe 5. Projet d'arrêté préfectoral de mesures conservatoires
- annexe 6. procès-verbal d'infraction.
- annexe 7. Rapport de contrôle des réseaux assainissements des transports DURAND réalisé par Reims Métropole

I – OBJET DE LA VISITE D'INSPECTION :

Cette inspection s'inscrit dans le cadre du programme de visite d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement au titre de l'année 2010.

La visite a permis de procéder au récolement de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 19 janvier 2009 et de faire le point sur la situation administrative du site.

L'ordre du jour figure en annexe 1.

II – PRESENTATION SUCCINCTE DES INSTALLATIONS INSPECTEES :

La société DURAND TPS exerce, sur le territoire de la commune de St Brice Courcelles, son activité de transports, d'entreposage et de nettoyage de citerne.

La société DURAND TPS a été achetée à la famille Durand le 1er juillet 2000 et fait parti depuis cette date du groupe Eb-Trans spécialisé dans le transport par citerne.

A la suite d'une visite d'inspection du 26 novembre 2008, la société a été mise en demeure le 19 janvier 2009 de régulariser sa situation administrative pour son établissement pour l'activité de stockage de liquides inflammables soumises à autorisation sous la rubrique n°1432.

III – RESULTATS DE LA VISITE D'INSPECTION :

L'ensemble des prescriptions techniques examinées, ainsi que les résultats de la vérification figurent dans le compte-rendu de la visite d'inspection en annexe 2 qui a été laissé à l'exploitant lors de la visite.

L'inspection a révélé les non-conformités et écarts suivants :

- ✓ L'exploitant n'a pas régularisé sa situation administrative malgré l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 19 janvier 2009 ;
- ✓ la société DURAND TPS exploite plusieurs installations classées soumises à autorisation sans l'autorisation requise sous les rubriques suivantes :
 - n°1432 : le site dispose d'une capacité de stockage de fioul et de gasoil de plus de 600 m³. Cela correspond à une capacité équivalente supérieure à 100 m³ (seuil de l'autorisation) ;
 - n°1434 : l'exploitant dispose de 6 postes de distribution de gasoil et de fioul ainsi que deux bras de chargement de fioul. Le débit équivalent est de 33 m³/h supérieur au seuil de l'autorisation de 20 m³/h ;
 - n°2795 : l'exploitant exploite une station de lavage de citernes de transport de matières alimentaires et de matières dangereuses pour une quantité d'eau mise en œuvre supérieure à 20 m³/jour (environ 120 m³/jour). L'activité exercée était auparavant classée sous la rubrique n° 167c de la nomenclature des installations classées et relevait aussi de l'autorisation d'exploiter. Cette rubrique classait les activités de traitement des déchets provenant d'autres installations classées. Or la société des transports DURAND traite depuis plusieurs années des citernes transportant des produits et déchets provenant d'installations classées (vinasses de sucrerie, glucose d'industrie agro-alimentaire, hydrocarbures de dépôts pétroliers, ...); Le site ne peut donc pas se prévaloir d'une antériorité administrative pour cette activité ;
- ✓ La société des transports DURAND exploite une installation classée soumise à enregistrement sans l'autorisation requise :
 - n°1510 : l'exploitant dispose de deux entrepôts couverts d'un volume de 53194 m³ au total. Le jour de la visite, l'exploitant stockait plus de 500 tonnes de matières combustibles : 471 tonnes d'engrais en sac ou big bag et plus de 200 tonnes de sucre en morceau.
- ✓ L'exploitant ne dispose pas de plan à jour de ces réseaux et les effluents issues du site (eaux pluviales et de process notamment) ne font l'objet d'un traitement ou pré-traitement efficace. Les contrôles diligentés par la DREAL Champagne Ardenne et l'auto contrôle réalisé par l'exploitant démontrent que les rejets de la station de lavage dirigés vers la station d'épuration de Reims Métropole sont très irréguliers et fortement chargés en MES, DCO, DBO. De plus, des concentrations significatives d'hydrocarbures ont été mesurées. Enfin de le pH est irrégulier : de 5 à 10 sur les différentes analyses.

L'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées que le site était certifié ISO 9001.

L'inspection des installations classées a demandé dans son compte-rendu que l'exploitant réponde sous 15 jours aux remarques soulevées lors de la visite. L'exploitant a répondu avoir diligenté un bureau d'étude afin de produire un dossier de régularisation de ces installations. Le courrier de réponse de l'exploitant en date du 21 juillet 2010 figure en annexe 3.

Par ailleurs, la communauté d'agglomération de Reims (Reims métropole), gestionnaire du réseau de distribution et d'assainissement de la commune de Saint-Brice Courcelles, a réalisé un contrôle des réseaux d'assainissement du site le 18 juin 2010.

Les conclusions de ce contrôle laissent apparaître que les activités de l'entreprise génèrent des déversements d'eaux pluviales chargées en hydrocarbures directement sur la rivière Vesle à chaque précipitation, et exposent le réseau public d'adduction d'eau potable à un risque de pollution par retour d'eau. D'autre part la qualité et la quantité des effluents rejetés sur les réseaux publics ne sont pas traités et surveillés correctement.

Aussi, Reims métropole demande à l'exploitant d'effectuer d'urgence les travaux suivants :

- mise en place d'un débourbeur-séparateur à hydrocarbures sur le regard en débouché du caniveau situé devant les hangars ;
- suppression du piquage effectué sur le clapet anti-retour et pose d'un disconnecteur sur le réseau d'eau potable;
- mise en place d'un compteur volumétrique sur le forage ;
- réalisation d'une étude de caractérisation des rejets d'eaux industrielles (sur un mois en continu) avec analyse journalière du rejet ;
- de faire procéder à une étude complète des réseaux d'assainissement : eaux domestiques, eaux industrielles et eaux pluviales afin de remettre en place des dispositifs adaptés pour le traitement en quantité et en qualité des effluents avant rejet dans les collecteurs publics d'eaux usées et d'eaux pluviales. Suite à cette étude un échéancier pour la réalisation des travaux devra être réalisé.

Le rapport de contrôle apparaît en annexe 7.

Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a confirmé les constats faits par la communauté d'agglomération de Reims: celui-ci nous a indiqué ne pas connaître les réseaux d'évacuations d'eau et qu'aucun traitement des eaux issues de la station de lavage de citernes et des eaux pluviales n'est effectué sur le site. Il est à noter que la station de lavage accueille des citernes de produits alimentaires (glucose, sirop,...) mais aussi des produits chimiques ou des hydrocarbures. Le rejet envoyé vers le réseau communal est donc très irrégulier.

IV - CONCLUSIONS - SUITES ADMINISTRATIVES :

La société des transports DURAND exploite plusieurs installations classées sans l'autorisation préfectorale requise alors qu'une seule activité soumise à autorisation avait été relevée en 2008. En effet, en plus de l'activité de stockage de liquides inflammables (rubrique n°1432), la société des transports DURAND exploite une station de distribution de liquides inflammables (rubrique n°1434) et une station de lavage de citernes (rubrique n°2795) soumises à autorisation au regard de la nomenclature sur les installations classées. De plus, cette société exerce une activité d'entrepôt (rubrique n°1510) soumise au nouveau régime de l'enregistrement.

L'arrêté de mise en demeure du 19 janvier 2009 n'ayant pas couvert dans ces considérations l'ensemble des activités soumises à autorisation, nous proposons à monsieur le préfet de la Marne de prendre un nouvel arrêté préfectoral de mise en demeure dans les formes prévues à l'article R 514-2 du code de l'environnement à l'encontre de la société des transports DURAND afin qu'elle régularise sa situation administrative pour l'ensemble des activités exercées sur le site dans le délai de trois mois.

Un projet d'arrêté de mise en demeure rédigé en ce sens est joint en annexe 4 de ce rapport.

Par ailleurs, dans l'attente du dépôt du dossier de demande d'autorisation d'exploiter et de son instruction, l'exploitant doit mettre en place les mesures jugées urgentes par Reims Métropole concernant le traitement des rejets aqueux.

L'inspection des installations classées propose pour cela de prendre un arrêté de mesures conservatoires dans les formes prévues à l'article R 512-31 du code de l'environnement. Cet arrêté imposera à l'exploitant les travaux d'urgence préconisés par Reims Métropole et fixera des valeurs limites d'émissions des rejets aqueux sur la base de l'arrêté ministériel modifié du 2

février 1998.

Aussi, nous demandons aux membres du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques de donner un avis favorable à notre proposition d'arrêté de mesures conservatoires pour l'exploitation de l'établissement Transports DURAND de Saint-Brice Courcelles.

Un projet d'arrêté rédigé en ce sens est joint au présent rapport en annexe 5.

VI – SUITES PENALES :

Un procès-verbal d'infraction joint en annexe 6 relevant un délit pour exploitation d'installations classées sans l'autorisation requise et non respect d'un arrêté préfectoral de mise en demeure a été dressé à l'encontre de l'exploitant et transmis à Monsieur le procureur de la république de Reims.

| | |
|--|--|
| Rédacteur l'inspecteur des installations classées signé Olivier Montaigne | Valideur et approbateur P/le directeur et par délégation Le chef de la subdivision Marne risque par intérim, Inspecteur des installations classées signé Lorette Jonval |
|--|--|